

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
PAR LE
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario
Les 20 et 21 juin 2012

Consœurs et confrères

J'ai le plaisir de vous présenter mon rapport sur les états financiers du premier trimestre de 2012, en espérant qu'il reflètera le plus fidèlement possible les actions et les activités entreprises par les membres et le personnel.

Depuis mon dernier rapport, j'ai eu l'occasion de rencontrer des centaines de leaders et de militants des sections locales aux congrès des divisions, qui ont commencé par la Saskatchewan la dernière semaine de février et qui ont pris fin la dernière semaine de mai en Ontario. Merci pour votre chaleureux accueil, votre hospitalité et votre empressement à m'aider à en apprendre plus sur vos enjeux locaux et régionaux.

Il n'est pas étonnant que les membres du SCFP de tout le Canada soient aux prises avec les mêmes problèmes, puisque les gouvernements chantent tous les louanges de l'austérité, même dans les régions où les travailleurs assurent la croissance et la prospérité. Non seulement les employeurs proposent-ils des offres qui réduisent les régimes de retraite et les avantages sociaux, mais ils sont aussi de plus en plus prêts, surtout en Ontario, à imposer des offres finales ou de nouvelles conditions en cas de menace de grève ou de lock-out.

Tous les paliers de gouvernement sont complices de cette attaque contre les travailleurs. En Saskatchewan, le gouvernement Wall a publié un document de consultation dans le cadre de l'examen de 15 projets de loi. Certains points reflètent le même désir d'étouffer l'action politique syndicale que le projet de loi C-377, présentement à l'étude à la Chambre des communes.

Bien entendu, il faudra beaucoup plus que des menaces, de l'intimidation et des lois massues pour écraser les membres du SCFP. Ceux-ci font campagne en faveur du travail qu'ils effectuent et cherchent des moyens d'assurer le dynamisme de nos collectivités. Encore à cette réunion, le Conseil exécutif national étudiera un grand

nombre de demandes relatives aux campagnes à frais partagés. Nous n'avons pas encore dépassé le budget alloué à ces campagnes, mais si toutes les demandes présentées à la réunion sont approuvées, il restera 270 000 \$ pour tout le reste de l'année.

Les membres réagissent aussi aux attaques lancées contre les travailleurs en intensifiant les moyens d'action au travail. Après plusieurs années de relative tranquillité sur le front des grèves et des lock-outs, des milliers de membres sont descendus dans la rue au cours des premiers mois de 2012, surtout en Ontario. À Regina, en Saskatchewan, les membres de la section locale 1594 de la Bibliothèque municipale de Regina ont organisé un bref arrêt de travail et un rassemblement à la fin de mai et ils refusent de percevoir les amendes de retard, ce qui perturbera au minimum l'utilisation de la bibliothèque par la population.

En tant que travailleurs du secteur public, nous devons créer des liens avec la communauté et mettre en lumière nos intérêts communs. Au Québec, par l'entremise de la FTQ, les membres du SCFP se sont joints aux étudiants, d'abord pour protester contre la hausse des droits de scolarité, puis pour s'opposer à la loi 78, qui limite le droit de manifester.

Nous devons aussi nous préparer, à l'interne, à faire face aux demandes croissantes en faveur d'une prétendue reddition de comptes, comme ce que prévoit le projet de loi C-377. J'ai beaucoup insisté sur ce point lorsque j'ai pris la parole aux congrès des divisions. La plupart de nos conseillers syndicaux ont participé aux cours destinés au personnel ou le feront plus tard cette année. En Alberta et en Ontario, on propose notamment un cours d'une journée et demie, « Ce que doivent savoir les conseillers syndicaux sur les finances locales ». La Direction du développement syndical a aussi révisé la formation destinée aux secrétaires-trésoriers des sections locales. Tous ces efforts devraient aider à maintenir la santé financière de nos sections locales.

Avec le projet de loi C-377 dans le collimateur du Parlement, nous avons écrit à nos fournisseurs pour leur faire savoir que cette loi pourrait nous obliger à rendre compte de tous nos contrats et autres transactions de plus de 5 000 \$. Une lettre semblable a été rédigée pour les cabinets d'avocats externes avec lesquels le SCFP fait affaire. Je continue de représenter le SCFP au groupe de travail du CTC sur le projet de loi C-377, bien qu'étant donné les exigences de participation aux congrès de divisions du printemps, la consœur Anne Gregory, de notre Service des affaires juridiques, a dû me remplacer souvent aux réunions.

À l'interne, je suis heureux d'accueillir la consœur Marie-Andrée Bourgoïn dans notre équipe. Nous demanderons au Conseil exécutif national, à cette réunion, d'approuver sa nomination à titre de directrice générale des ressources humaines, à compter du 28 mai 2012.

En avril, j'ai pu participer à la rencontre de tous nos comités. Nous avons assisté à une stimulante discussion d'experts qui a aidé à faire ressortir les points communs des objectifs que nos comités se sont fixés.

Les états financiers qui suivent montrent que la situation financière de notre syndicat est toujours aussi solide. J'aimerais attirer votre attention sur certains points :

- Avec l'achèvement des travaux au nouveau bureau régional de l'Ontario, notre Fonds pour les édifices régionaux est maintenant épuisé. Nous recommençons à zéro et nous ferons croître le Fonds de 1 million de dollars par année, jusqu'au prochain grand projet d'immobilisations.
- Bien que nous continuions à suivre notre feuille de route en matière de capitalisation des avantages sociaux futurs, les délais se prolongent. Nous avons fait des progrès, mais le passif actuariel a augmenté. Nous étudierons de nouveau la question avec le Conseil exécutif national avant la fin de l'année.
- Cela dit, nous affichons un surplus pour 2011. Le Conseil exécutif national discutera, à cette réunion, des façons d'allouer les surplus non affectés pour aider nos membres à relever les défis qui les attendent.

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 mars 2012

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 mars 2012 se situait à 156,6 millions de dollars, comparativement à 157,0 millions de dollars au 31 décembre 2011. Le solde bancaire au 31 mars 2012 était de 11,9 millions de dollars comparativement à 18,4 millions de dollars au 31 décembre 2011 et à 19,1 millions de dollars au 31 mars 2011. La diminution au cours du premier trimestre est due en grande partie au financement nécessaire pour les projets d'immobilisations. Le solde bancaire inclut 5,8 millions de dollars de liquidités destinés aux indemnités de retraite, à la capitalisation des futurs avantages sociaux, au congrès de 2013 et au Fonds pour les édifices régionaux. Le total des placements réservés aux avantages sociaux futurs est en hausse significative par rapport à décembre 2011 parce que nous avons transféré de l'argent des réserves de liquidités du compte bancaire de la Caisse générale au compte de placements, et aussi parce que les fluctuations du marché ont été positives pendant le trimestre. Le compte de placements est maintenant de 31,4 millions de dollars.

Les immobilisations ont augmenté de 3,0 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2012. Les travaux de l'édifice du bureau régional de l'Ontario sont presque terminés et le personnel a emménagé à la mi-avril. Le SCFP-Ontario a aussi emménagé dans les bureaux loués dans l'édifice. Le coût total en capital du projet jusqu'à maintenant s'élève à 24,5 millions de dollars. Le projet en est aux étapes

finales et il ne reste que quelques éléments et les retenues de garantie au titre de la construction à payer. Les travaux pour l'agrandissement de l'édifice du bureau national ont commencé au début d'avril et les coûts s'élèvent jusqu'à maintenant à 669 000 \$, pour un budget de 8,5 millions de dollars. Les travaux sont aussi en cours pour l'édifice accessible aux personnes handicapées qui remplacera nos bureaux actuels à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, et ils devraient être terminés à la fin de l'été 2012.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 104,7 millions de dollars au 31 mars 2012, ce qui représente une diminution de 2,2 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Les dépenses consacrées à la provision pour les avantages sociaux futurs s'élèvent à 56,0 millions de dollars pour les présents états financiers du premier trimestre de 2012. Dans les états financiers vérifiés du 31 décembre 2011, le passif actuariel réel est de 229 millions de dollars, ce qui laisse un écart de 174 millions de dollars non comptabilisé dans nos états financiers. Il vaut la peine de souligner qu'à la fin de 2010, l'écart était de 170 millions de dollars et, malgré nos efforts, la feuille de route que nous avons établie pour corriger notre passif de capitalisation des avantages sociaux futurs ne nous a pas permis de suivre la hausse du coût actuariel du passif au cours de la dernière année. Nous ferons encore une fois une mise à jour complète des données qui sous-tendent la feuille de route et nous présenterons un autre rapport au Conseil d'ici la fin de 2012 sur les répercussions pour le budget de 2013. Cela dit, nous sommes fiers de continuer à faire des progrès à ce chapitre et d'avoir pu éliminer 10,0 millions de dollars de plus de ce passif au cours de la dernière année.

Le solde de la Caisse au 31 mars 2012 se situait à 51,8 millions de dollars, dont 3,6 millions sont réservés à la Caisse de participation aux congrès et événements nationaux (984 000 \$), au Fonds de riposte (2,5 millions de dollars) et au Fonds de lutte à la privatisation (75 000 \$ représentant le cumul non dépensé à la fin 2011). Le solde du Fonds pour les édifices régionaux (2,2 millions de dollars au début de 2012) a été entièrement dépensé pour la construction du nouvel édifice du bureau régional de l'Ontario pendant le trimestre. Le Fonds pour les édifices régionaux recommence à zéro et croîtra encore de 1 million de dollars à chaque budget annuel pour accumuler des fonds en vue du prochain grand projet d'immobilisations. Du solde du Fonds, nous avons investi 45,0 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un surplus non affecté de 3,2 millions de dollars.

Le surplus d'exploitation préliminaire (après la provision du Fonds pour les édifices régionaux) pour le premier trimestre de 2012 s'élève à 205 000 \$. Les revenus de capitation étaient inférieurs au budget de 156 000 \$. Par ailleurs, les dépenses pour le trimestre sont inférieures au budget de 595 000 \$.

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

1. Les dépenses électorales ont été inférieures au budget de 155 000 \$ au cours du premier trimestre, étant donné la faible activité électorale pendant la période.
2. Les dépenses consacrées à la lutte à la privatisation ont été inférieures au budget pour le premier trimestre de 295 000 \$ car les factures n'ont pas encore été acheminées au bureau national.

À ce moment de l'année, beaucoup des écarts budgétaires sont attribuables à la conjoncture temporelle.

Caisse nationale de défense

L'actif total de la Caisse nationale de défense s'élevait à 8,7 millions de dollars au 31 mars 2012, comparativement à 9,0 millions de dollars au 31 décembre 2011. Le passif totalisait 4,6 millions de dollars, ce qui laisse un solde pour la Caisse de 4,1 millions de dollars. Le total des revenus pour le premier trimestre de 2012 est de 2,4 millions de dollars, pour des dépenses de 2,0 million de dollars, ce qui laisse un surplus préliminaire pour le trimestre de 367 000 \$.

Les campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national au cours du premier trimestre de 2012 ont coûté 1,0 million de dollars, de qui représente 43 % du budget annuel. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont élevées à 371 000 \$, pendant que les initiatives nationales en matière de stratégie totalisaient 343 000 \$. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives en matière de stratégie régionales, elles ont été de 228 000 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 31 mars 2012 s'élevait à 55,2 millions de dollars, comparativement à 53,4 millions de dollars au 31 décembre 2011. Cet actif était formé de 4,5 millions de dollars en liquidités, de 1,8 million de dollars en capitation à recevoir et comptes débiteurs et de 48,9 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 360 000 \$, et des comptes créditeurs à la Caisse de défense de 11 000 \$ et à la Caisse générale de 44 000 \$. Ainsi, au 31 mars 2012, le solde de la Caisse s'établissait à 54,8 millions de dollars, comparativement à 53,0 millions de dollars au 31 décembre 2011.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placements, se sont élevés à 3,4 millions de dollars et les dépenses pour la période ont été de 1,6 million de dollars, ce qui donne lieu à un surplus net pour le premier trimestre de 2012 de 1,8 million de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Section locale 4948, bibliothèques municipales de Toronto – 2 300 membres en grève contre les concessions du 18 au 29 mars 2012.

Section locale 4207, Université Brock – 38 instructeurs d'ALS ont fait la grève du 26 mars au 4 avril 2012 lorsque l'employeur a refusé de ratifier l'accord de principe.

Section locale 1287, société de protection des animaux de Lincoln County – 15 membres étaient en grève du 24 février au 28 mai 2012 pour protester contre les reculs salariaux et l'absence d'avantages sociaux pour les nouveaux employés.

Section locale 966, Région de Peel, Ontario au travail – 420 membres, début de la grève le 3 mai 2012; Travaux publics – 282 membres, début de la grève le 4 juin 2012, contre les concessions.

Section locale 4989, Corporation du comté de Renfrew, Ontario au travail – 22 membres, début de la grève le 10 mai 2012, contre les concessions en matière d'avantages sociaux.

Section locale 3393, St. Christopher House, Toronto – 85 membres à temps plein et 100 membres à temps partiel, sans contrat de travail depuis décembre 2009, en grève du 29 mai au 6 juin 2012 contre les exigences de l'employeur qui voulait un gel salarial de cinq ans et la réduction des avantages sociaux.

Section locale 4545, Cols bleus de la Ville de Laval – 543 membres à temps plein et 88 membres à temps partiel, 8 jours de grève. Un règlement a été conclu en mai.

RETARDS DE CAPITATION

Au 15 mai 2012, les retards totalisaient 6,9 millions de dollars, en hausse de 79 742,71 \$ ou 1,17 % comparativement au rapport trimestriel de mars 2012.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Les quelques derniers mois ont été très remplis pour le Service de la technologie. Les efforts du Service ont porté en grande partie sur des questions d'infrastructure et je suis heureux de signaler plusieurs développements positifs. Nous avons remis à neuf nos caractéristiques techniques pour les portables et nous avons maintenant des portables plus robustes et plus fiables sur le terrain. Malgré quelques problèmes d'approvisionnement pour certaines composantes de matériel, nous avons aussi mis en œuvre un nouveau processus d'achat qui a réduit les délais de déploiement du nouveau matériel. Nous nous efforçons de diminuer le nombre de tickets de demande de soutien qui se sont accumulés au cours de la dernière année. Nous continuons à

réévaluer la nécessité d'une ressource supplémentaire afin de prendre une décision bientôt quant au nombre de membres du personnel requis pour notre service de soutien technique à long terme.

Nous avons retenu les services d'Exchange Group pour entreprendre un examen opérationnel du Service de la TI et nous avons reçu leur rapport.

Le comité de direction de la TI s'est réuni à la fin de mai pour examiner tous les projets de développement de TI en cours, discuter des défis technologiques à relever dans l'organisation et commencer le travail d'élaboration d'un plan stratégique de trois ans pour nous permettre d'aller de l'avant.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

Les travaux de construction et d'aménagement sont presque terminés au 80, Commerce Valley, à Markham, en Ontario, et le bureau régional de l'Ontario et la division de l'Ontario ont emménagé dans l'édifice le week-end des 21 et 22 avril. Certains problèmes devraient être corrigés et les dernières touches apportées d'ici la fin de mai.

La construction est en cours pour le nouvel édifice de deux étages et 22 500 pieds carrés sur la portion du terrain du bureau national située au 1378, rue Triole. Un contrat à montant convenu a été négocié, le permis de construction a été obtenu et les travaux ont commencé en avril. Tout se déroule comme prévu et une bonne partie des travaux devraient être terminés en décembre 2012, pour une occupation en janvier 2013. Le budget approuvé par le Conseil exécutif national est de 8,5 millions de dollars, somme qui a été obtenue par une augmentation de notre hypothèque actuelle.

Le nouveau bureau de Charlottetown devrait être terminé en juin 2012.

Le terrain vacant à Victoria, en Colombie-Britannique, a été mis en vente et un acheteur s'est manifesté à la fin de l'automne. La propriété appartient en copropriété au SEH, au SCFP national et aux sections locales 1979 et 374 (maintenant divisées pour inclure la section locale 2011). L'acheteur a levé toutes les conditions et la vente devrait se conclure le 25 juillet 2012.

Baux

Nous attendons toujours les réponses des propriétaires à nos propositions de renouvellement des baux de nos locaux actuels à Lethbridge et Medicine Hat, en Alberta, jusqu'au 31 octobre 2017 et au 30 novembre 2017 respectivement.

La rénovation intérieure des nouveaux locaux loués à Edmonton, en Alberta, avance bien, dans le respect du budget et du calendrier, et la date d'achèvement est prévue pour août 2012.

À Kelowna, en Colombie-Britannique, une possibilité a été trouvée et nous complétons les négociations sur les clauses du projet d'entente de location du propriétaire. Les locaux de 3 500 pieds carrés seront assurés par un bail de dix ans à compter du 1^{er} juillet 2012. La rénovation intérieure des locaux commencera au début de juillet 2012 et l'occupation devrait se faire en novembre 2012. Les locaux seront aménagés de manière à répondre aux exigences du SCFP en matière d'espace et les améliorations comprendront la marge de manœuvre nécessaire pour une croissance éventuelle, de meilleures salles de réunion et d'autres espaces de réunion plus petits, en plus d'intégrer des éléments d'efficacité énergétique. Le bail des locaux actuels à Kelowna a été renouvelé pour un autre mois, jusqu'à la fin d'octobre 2012.

CONGRÈS NATIONAL ET AUTRES CONFÉRENCES

La Rencontre des comités de 2012 a connu un vif succès. Tous les comités nationaux (y compris le Comité national sur les bibliothèques et le Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire, tous deux nouveaux de cette année) se sont réunis à Ottawa du 17 au 20 avril 2012, à l'hôtel Ottawa Marriott et à l'hôtel National et Suites. Les comités se sont aussi réunis individuellement, ainsi que dans le cadre d'une grande plénière qui rassemblait tous les participants.

La planification de la conférence sur la santé et la sécurité est en cours. L'événement aura lieu au Centre des congrès d'Ottawa, du 12 au 14 octobre 2012, et jusqu'à 500 délégués y sont attendus.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La réalisation des tâches établies dans le document d'orientation stratégique de 2011-2013 pour la Direction du développement syndical avance bien. La perspective de l'analyse des classes a maintenant été intégrée à des projets spécifiques sur l'équité en emploi, les connaissances économiques et la formation des fiduciaires de régimes de retraite.

Toutes les régions ont connu une participation record aux cours d'une semaine de 2012. Les cours qui continuent d'attirer le plus grands nombres de membres sont : la Série de cours pour les délégués syndicaux, Bâtir des sections locales fortes, Retraites, Négociations, L'intimidation au travail et La voie-voix des femmes.

Les membres du personnel de la DDS ont collaboré à la Rencontre de tous les comités, du 17 au 20 avril, entre autres en offrant une formation aux coprésidents des comités nationaux, aux agents de liaison du Conseil exécutif national et aux

personnes-ressources. Le jour de la plénière, les membres des comités se sont réunis avec d'autres comités et en ateliers régionaux, où ils se sont familiarisés avec divers outils de mobilisation.

Les membres du personnel de la DDS de tout le pays se sont réunis en mai pendant une journée et demie avec leurs vis-à-vis du Service de l'égalité pour discuter de buts communs et de moyens à prendre pour collaborer à la promotion de l'égalité.

La formation du personnel est en cours, ou sur le point de commencer, dans la plupart des régions du pays. La DDS, le Service de la recherche et la Direction de l'organisation et des services régionaux ont élaboré ensemble un plan pour offrir une formation sur le SICC – Système d'information sur les conventions collectives.

La formation annuelle destinée aux fiduciaires de régimes de retraite aura lieu du 9 au 14 septembre, au Centre d'éducation familiale des TCA de Port Elgin, en Ontario, et la formation des membres-animateurs sera offerte en septembre et en décembre.

Le personnel de la DDS aide également à la préparation de deux grandes conférences – santé et sécurité et négociations – qui auront lieu très bientôt.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Comme vous le savez, le Régime de retraite des employé(e)s du SCFP affiche présentement un déficit de solvabilité. Depuis janvier 2012, des paiements spéciaux sont versés chaque mois au régime de retraite.

À la réunion du Conseil de fiducie de juin 2012, l'actuaire du régime a présenté les résultats de l'évaluation actuarielle du 1^{er} janvier 2012. Les fiduciaires ont invité les constituants à assister à l'exposé.

Les vérificateurs du Régime de retraite des employé(e)s du SCFP ont terminé la vérification de la caisse de retraite de 2011 et les états financiers de 2011 ont aussi été présentés aux fiduciaires pour approbation.

Le CFM (Conseil de fiducie mixte) a aussi confié au président et au vice-président le mandat de prendre les mesures voulues pour contrer l'adoption de la Loi C-377.

Le Rapport aux participants de 2011 est bien amorcé et il sera affiché sur le site Web du RRES, www.rres.ca, avec les états financiers, dès qu'il sera terminé.

Le personnel du régime de retraite prépare présentement le relevé annuel de 2011, qui décrit les droits à pension et autres droits des participants. Le relevé sera posté à tous les participants actifs du régime à la fin de juin 2012.

La planification des séminaires de préparation à la retraite de l'automne 2012 est en cours. Des séminaires auront lieu dans les Maritimes, à Montréal et peut-être à Toronto et à Ottawa. Ils sont offerts aux participants du régime de retraite qui ont atteint l'âge de 45 ans et qui comptent cinq années de services reconnus en vertu du régime. Les séminaires assurent une meilleure préparation psychologique et financière des participants à la retraite.

Décès

Le confrère James Lynd, retraité, bureau régional de l'Ontario – 12 avril 2012
Le confrère Andrew (Nap) Milroy, retraité, bureau de Lethbridge – 14 avril 2012
M^{me} Eleanor Maillet, conjointe du retraité Ralph Maillet – 20 mai 2012
La consœur Josephine Ingle, retraitée, bureau régional de l'Ontario – 5 juin 2012

Retraites

La consœur Julia Ardiel, bureau de Windsor – 1^{er} juin 2012
Le confrère Serge Champagne, bureau régional du Québec – 1^{er} juin 2012
Le confrère Michel Bergeron, bureau de Trois-Rivières – 1^{er} juin 2012
La consœur Andréa Boudreau, bureau de Bathurst – 1^{er} août 2012

CONCLUSION

Le présent rapport brosse le tableau d'un syndicat actif sur les fronts de l'administration, des négociations et de l'action politique, tant chez le personnel que chez les membres. Rien ne nous laisse penser que la situation changera, d'autant plus que les employeurs négocient toujours aussi durement.

J'espère que vous aurez l'occasion, au cours des prochains mois, de vous reposer et de vous ressourcer, et de profiter du temps passé avec la famille et les amis. Je vous souhaite un bel été et je serai heureux de revoir bon nombre d'entre vous à la conférence nationale sur la santé et la sécurité.

En terminant, sur une note plus personnelle, j'aimerais offrir au confrère Paul mes sincères condoléances suite au décès de ses parents Lloyd et Mae Moist.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,

CHARLES FLEURY

:pmc/sec